

COURRIER DES LECTEURS

Nous avons reçu la lettre suivante de D. Morin, mis en cause dans l'article récent de magazine. Nous le publions, souhaitant ainsi mettre un terme à la polémique.

Sous l'intitulé « Reconstruire la Somalie », je tentais une analyse, intégrant des données historiques, économiques, démographiques ou sociolinguistiques. Comme Daniel Compagnon écrit, la crise politique (et par là-même la totalité de ses critiques) ne concerne que deux pages d'un article beaucoup plus long qui prend en compte « *l'agriculture et le pastoralisme dans la Corne, la situation à Djibouti, le nationalisme pansomalien, l'histoire antique de la région, les Oromos, l'épopée de Sayyid Maxammad Cabdille Xasan* » (1). Aussi D. Compagnon est-il un peu court, en balayant ce qui constitue l'essentiel de ma démonstration d'un lapidaire : « *Leur portée explicative du drame somalien n'est pas vraiment démontrée* ». Je suis gratifié d'une « *certaine ignorance des processus politiques* », comme de celle « *des principaux débats historiographiques depuis les années soixante* », et il m'est recommandé de m'intéresser « *au corpus des poésies orales à contenu politique* ».

Écrire sur la Somalie, pour le non politologue que je suis, passe *a fortiori* par le libre choix du sujet, des arguments et des références bibliographiques pour le nourrir. Sans douter de l'opportunité des articles (déjà nombreux) de « journalisme scientifique », c'est, me semble-t-il, mon droit, n'en déplaise à D. Compagnon, d'écrire comme je l'entends. J'avais apprécié que ma réflexion figurât à la rubrique « Pistes » de *Politique africaine*, ouverte à une contribution exclusive de toute polémique de spécialistes. Puisque son réquisitoire porte en titre « Fausses pistes », qu'il me soit permis de lui dire qu'il est... hors pistes !

La pluralité des opinions est à la mesure du séisme historique que traverse la Somalie. Mais plus que les divergences, D. Compagnon aurait dû être attentif aux identités de vues, au lieu de se prévaloir d'une expertise qu'il n'est naturellement pas le seul à détenir. Était-il nécessaire de relever un évident *lapsus calami* qui m'a fait écrire que Caydiid était (Hawiye) Abgaal, quand il est (Hawiye) Habar Gidir, alors que, comme moi, D. Compagnon convient que le clivage clanique fut « une dimension non exclusive de la guerre ». Pour ce qui me concerne, j'ai été plus intéressé par son analyse de ce qu'il appelle la « dimension transclanique », à l'endroit du Somaliland, qui rejoint ce que j'ai défini comme une « logique supraclanique », que par le relevé de ses notations aléatoires en Somali. Comme l'ont dit, « les lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes » (2). Que n'a-t-il compris que « secret » appliqué à l'accord d'octobre 1990, comme pour une société *secrète*, qualifie l'institution non dans

son existence mais dans son mode de fonctionnement ? En marge du dit accord, existait, en effet, un projet de partage, jamais officialisé, des trois principaux postes de gouvernement entre les co-signataires (la Présidence, la Primature et la Défense).

D. Compagnon nie que la « déception de Cabdurrazmaan "Tuur" soit à l'origine de la sécession du SNM. Pourtant son article (en bas de page 10) fait clairement référence à une réaction d'amertume et de dépit, stigmatisée (à tort selon lui) par les « Sudistes ». Oserais-je lui demander de quel magistère il est investi pour arbitrer entre les mouvements d'opinion au sein de la société somalienne ? Je relève que P. Schraeder, dans le même numéro de *Politique africaine* (p. 64), retrouve pratiquement mon interprétation : « *Convaincu que le nord continuerait à être opprimé par un gouvernement dominé par le Sud, le MNS annonce (...) la sécession.* » Sa critique devient de pure forme quand il rejette ma formulation de « *mouvement revendicatif à caractère surtout économique* », pour concéder que ses membres étaient « *pour beaucoup des notables et des commerçants* ». De même n'y aurait-il pas de troc dans le Somaliland, mais « *pénurie de liquidités* » avec une masse monétaire qui ne s'est pas accrue. Qu'en termes élégants ces choses-là sont dites. J'observe que D. Compagnon, dans son article, a inexplicablement occulté l'état de pauvreté du Somaliland et les raisons de la fuite d'un nombre important de réfugiés et « boat people » (estimation de 200 000 réfugiés environ) passés à Aden, Djibouti ou morts noyés.

Au lieu de me chercher querelle sur ce que je présentais rapidement comme une division « quadripartite » du pays ou sur le terme bien neutre de « réconciliation nationale », pour qualifier les pourparlers d'Addis Abeba, D. Compagnon eût davantage contribué au débat scientifique en expliquant pourquoi la réforme linguistique ne serait pas un legs positif du régime de Siyaad Barre. A quelle « analyse sociologique » me renvoie-t-il ? Moins d'humeur et plus de sang froid lui aurait fait noter que les pressions dont je faisais état à propos d'un retour à l'arabe pour écrire le Somali, ne venaient pas spécifiquement des milieux fondamentalistes (c'est un leitmotiv des résolutions annuelles de l'Académie de langue arabe du Caire...). Il aurait mieux lu que j'écrivais que c'était les membres du WSLF qui s'estimaient lâchés par Mogadiscio qui avaient formé le SNM (et non tout le WSLF), ce à une période différente de celle qu'il mentionne.

Didier Morin
CEDEJ

(1) La forme exacte du nom du chef des Derviches n'est pas Mohamed 'Abdulle Hasaan (Compagnon, p. 132) mais Mohammad 'Abdille Hasan ou, pour suivre les conventions orthographiques en vigueur même dans le

Somaliland, Maxammad Cabdille Xasan.

(2) Mon éloignement est à l'origine d'autres « coquilles ». Les lecteurs auront lu langues *omotiques* (et non « oromotiques ») : *contribules* (et non « contribuables »).